

MESSAGE N° 87 19 août 2008
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant
la loi sur les allocations familiales

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de modification de la loi sur les allocations familiales. Il s'agit d'une révision partielle du droit cantonal.

Le présent message est structuré selon le plan suivant:

1. Introduction
2. Commentaire par article
3. Incidences financières
4. Conclusion

1. INTRODUCTION

Avant l'entrée en vigueur du dispositif fédéral au 1^{er} janvier 2009, les allocations familiales étaient du ressort des cantons, à l'exception des allocations familiales dans l'agriculture et pour le personnel de la Confédération. Sur la base de cette compétence, les cantons ont instauré des régimes d'allocations familiales dont les montants, le cercle des bénéficiaires et l'organisation différaient d'un canton à l'autre.

En date du 26 septembre 1990, le Grand Conseil du canton de Fribourg a approuvé la loi sur les allocations familiales (LAFam), régissant l'octroi de prestations, sous la forme d'allocations familiales, aux personnes salariées et aux personnes sans activité lucrative de condition modeste. Ces prestations sont des prestations sociales en espèces destinées à compenser partiellement la charge financière représentée par un ou plusieurs enfants. Elles ont un caractère périodique pour les allocations pour enfant et de formation professionnelle et unique pour les allocations de naissance et d'accueil.

Se fondant sur l'article 116 al. 2 de la Constitution fédérale, qui habilite la Confédération à légiférer dans le domaine des allocations familiales, la conseillère nationale Angéline Fankhauser a déposé le 13 mars 1991 une initiative parlementaire demandant que tout enfant ait droit à une allocation d'au moins 200 francs, la mise en œuvre étant confiée aux caisses de compensation existantes (FF 1999 2942ss). Le Conseil national a donné suite à cette initiative parlementaire le 2 mars 1992.

A l'issue d'importants travaux, la loi sur les allocations familiales (LAFam) a été adoptée le 24 mars 2006 par les Chambres fédérales et acceptée par une large majorité lors de la votation populaire du 26 novembre 2006. Elle entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Avec la nouvelle législation, le montant de l'allocation n'est plus fonction du degré d'occupation, et le montant minimal de l'allocation est fixé à 200 francs pour les allocations pour enfants et à 250 francs pour les allocations de formation professionnelle. En revanche, le postulat «un enfant – une allocation» visé initialement par les travaux de réforme n'a pas été mis en œuvre par le législateur fédéral.

Pour le canton de Fribourg, il sied de constater que le montant des allocations pour enfants ainsi que des allocations de formation professionnelle est déjà supérieur aux minima fixés par la législation fédérale. Sur la base de l'article 3 al. 2 LAFam, le canton de Fribourg peut

continuer à verser des montants plus généreux que les minima prévus dans la LAFam. En revanche, et c'est là-dessus que porte la présente révision, il devra procéder au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 2009 à un certain nombre d'adaptations avant tout d'ordre technique. Pour harmoniser la législation cantonale avec la LAFam tout en facilitant la lisibilité des textes, le Conseil d'Etat propose notamment d'introduire des dispositions de renvoi au droit fédéral où cela s'avère nécessaire.

Par ailleurs, il est à relever que cette première réforme n'a pas non plus l'ambition de mettre en œuvre le principe «un enfant – une allocation» ancré dans l'article 60 al. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004. Etant donné que les adaptations à la LAFam doivent impérativement intervenir avant le 1^{er} janvier 2009, le Conseil d'Etat propose de scinder les travaux de réforme en deux volets, le premier comprenant l'adaptation de la LAFam à la LAFam et le second, la mise en œuvre de la Constitution cantonale. Le présent projet ne constitue donc que le premier volet des modifications nécessaires. Les modifications imposées par la nouvelle Constitution cantonale interviendront ultérieurement. Le projet relatif à la concrétisation de l'article 60 al. 1 de la Constitution cantonale démarrera au début de l'année 2009. A cet effet, un chef de projet a déjà été désigné.

Un avant-projet du présent projet de loi a été examiné le 5 juin 2008 par le comité de la Fédération des caisses fribourgeoises de compensation pour allocations familiales. Satisfaite des grandes lignes du projet, la Fédération a proposé quelques modifications d'ordre technique qui ont intégralement été retenues.

2. COMMENTAIRE PAR ARTICLE

Référence à la LAFam et à la LPGA

L'ajout des références à la LAFam et à la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA) est une adaptation aux nouvelles dispositions fédérales applicables en la matière.

Art. 2, art. 6, art. 21 al. 1 et art. 23 LAFam

Salariés dont l'employeur n'est pas tenu de cotiser

Avec le nouveau régime instauré par la LAFam, le cercle des personnes assujetties est élargi. La LAFam détermine que, contrairement au système actuellement en vigueur à Fribourg, les salariés dont l'employeur (résidant à l'étranger) n'est pas tenu de payer des cotisations selon l'article 6 LAVS sont également assujettis à la loi. Par conséquent, le régime d'assujettissement à l'article 2 al. 2 LAFam a dû être rendu conforme au droit supérieur.

Les modifications proposées à l'article 6 let. a LAFam et à l'article 21 al. 1 LAFam donnent droit à ces salariés dont l'employeur n'est pas tenu de cotiser de bénéficier des allocations familiales.

Le mode de financement des prestations en faveur des salariés dont l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations retenu à l'article 23 LAFam par le Conseil d'Etat est le suivant: des contributions en espèces sont perçues auprès de ces assurés. Elles sont fixées par le Conseil d'Etat sous forme de pourcentage du salaire soumis à la cotisation de l'assurance-vieillesse.

Art. 5 let. c, art. 18 al. 1 in initio et art. 19 al. 3 LAFC
Genres d'allocations familiales

Cette modification est de nature purement rédactionnelle. Elle précise que la notion d'accueil vise bien les cas d'accueil «en vue d'adoption».

Art. 7 al. 1 LAFC

Cercle des enfants donnant droit aux allocations familiales

L'article 4 LAFam détermine les enfants donnant droit aux allocations familiales. Il introduit à l'alinéa 1 let. d un droit pour les petits-enfants de l'ayant droit, si ce dernier en assume l'entretien de manière prépondérante. Cette allocation n'est actuellement pas prévue dans la LAFC. Etant donné que la définition de la loi fédérale prime le dispositif cantonal en vigueur, il y a lieu d'adapter le droit cantonal.

Aux termes de l'OAFam, les allocations familiales sont dues dans les cas où les contributions d'entretien versées par des tiers ne dépassent pas le montant de la rente d'orphelin complète maximale (884 francs par mois en 2008). Selon les estimations de l'OFAS, il y a lieu d'admettre que seuls de très rares cas se présenteront.

Art. 7 al. 2 et art. 19 al. 2^{bis} LAFC

Exportation des prestations

La LAFam détermine les cas donnant droit à des allocations familiales. Elle règle également les modalités pour les enfants vivant à l'étranger. A cette fin, l'OAFam se prononce à l'article 7 sur l'exportation de prestations en faveur des enfants domiciliés à l'étranger. L'article 7 al. 2 LAFC y renvoie.

- a) Concernant les Etats membres de l'Union européenne (UE) et les Etats membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE), à l'exception de la Roumanie et de la Bulgarie, les prestations au sens de la LAFam versées à des personnes exerçant une activité lucrative doivent être exportées sans restriction.
- b) Dans les autres cas de figure, l'exportation des allocations familiales présuppose l'existence d'une convention internationale qui fonde le droit à l'allocation. Les prestations ne sont exportées que si la Suisse y est obligée par des conventions internationales.

Ne donne droit aux allocations familiales que l'enfant avec lequel l'ayant droit a un lien de filiation en vertu du code civil (art. 4 al. 1 let. a LAFam). Les allocations familiales pour les enfants du conjoint de l'ayant droit, des enfants recueillis ou des frères, sœurs ou petits-enfants de l'ayant droit ne sont pas exportées. De plus, il faut rappeler que le droit aux allocations familiales suisses ne s'applique que subsidiairement. Il tombe si la personne qui travaille en Suisse ou une autre personne peut toucher des allocations familiales à l'étranger. Seules les allocations familiales qui se fondent sur l'exercice d'une activité lucrative sont exportées. Les personnes sans activité lucrative ne peuvent recevoir d'allocations pour des enfants domiciliés à l'étranger.

Seuls les enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 16 ans donnent droit à des allocations familiales. Du fait de cette limite d'âge, l'allocation de formation professionnelle et l'allocation pour enfant versée à l'enfant de plus de 16 ans incapable d'exercer une activité lucrative ne sont pas exportées.

Les dispositions restrictives quant à l'exportation des allocations familiales s'appliquent quelle que soit la nationalité des ayants droit et des enfants. Elles ne concernent que les enfants domiciliés à l'étranger. Les restrictions s'appliquent non seulement aux minima prévus par le droit fédéral, mais aussi aux montants plus élevés prévus par le canton de Fribourg.

Aux termes de la législation fédérale, le montant des allocations est établi en fonction du pouvoir d'achat dans le pays de résidence des enfants. Cette adaptation au pouvoir d'achat dans le pays d'origine a été faite dans le cadre des présents travaux législatifs cantonaux, dans un alinéa 2^{bis} (nouveau) de l'article 19 LAFC.

Art. 8 LAFC

Concours de droit

Un enfant ne peut pas donner droit à plus d'une allocation du même genre. Pour éviter que pour un même enfant la prestation ne soit touchée à double, la question du concours de droit était réglée jusqu'à présent au niveau du droit cantonal à l'article 8 al. 2 LAFC. Avec l'adoption de l'article 7 LAFam, le législateur fédéral a instauré un régime de compétences fédéral ne laissant plus de place à une disposition telle que l'article 8 al. 2 LAFC. Partant, cet article doit être abrogé et remplacé par une disposition de renvoi à l'article 7 LAFam qui a la teneur suivante:

¹ Lorsque plusieurs personnes peuvent faire valoir un droit aux allocations familiales pour le même enfant en vertu d'une législation fédérale ou cantonale, le droit aux prestations est reconnu selon l'ordre de priorité suivant:

- a. à la personne qui exerce une activité lucrative;
- b. à la personne qui détient l'autorité parentale ou qui la détenait jusqu'à la majorité de l'enfant;
- c. à la personne chez qui l'enfant vit la plupart du temps ou vivait jusqu'à sa majorité;
- d. à la personne à laquelle est applicable le régime d'allocations familiales du canton de domicile de l'enfant;
- e. à la personne dont le revenu soumis à l'AVS est le plus élevé.

² Dans le cas où les allocations familiales du premier et du second ayants droit sont régies par les dispositions de deux cantons différents, le second a droit au versement de la différence lorsque le taux minimal légal est plus élevé dans son propre canton que dans l'autre.

A titre d'exemple, on peut citer le cas où les parents sont divorcés et exercent en commun l'autorité parentale sur leur enfant. Chacun des deux parents de son côté est marié. L'enfant vit avec sa mère et le nouveau conjoint de celle-ci. Les deux parents et leurs conjoints respectifs sont tous salariés. En vertu de l'article 7 LAFam, l'ordre de priorités pour toucher les allocations familiales est le suivant: d'abord la mère, ensuite le père et, pour finir, le conjoint de la mère. La nouvelle femme du père en revanche ne peut pas faire valoir de droit à l'allocation.

Art. 16, art. 17 et art. 18 LAFC

Ajustements aux définitions de droit fédéral

La LAFam définit les genres d'allocations au niveau fédéral. Elle détermine notamment à l'article 3 al. 1 que, en principe, l'allocation pour enfant est octroyée dès et y compris le mois de la naissance, jusqu'à la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge de 16 ans. Ce n'est qu'après cette limite que les cantons peuvent prévoir des allocations de formation. La présente réforme propose donc

une adaptation des articles 16 et 17 LAFC à la nouvelle réglementation fédérale.

En vertu de l'article 1 al. 2 OAFam, l'allocation de formation ne sera pas versée si l'enfant pour lequel l'allocation est demandée réalise lui-même un revenu suffisant à son entretien. Cette limite est fixée à un montant correspondant à une rente vieillesse maximale de l'AVS, ce qui correspond aujourd'hui à 2210 francs.

Les allocations de naissance sont également définies au niveau fédéral. L'article 3 al. 3 LAFam détermine que l'allocation de naissance est versée pour chaque enfant né vivant ou après une grossesse d'au moins vingt-trois semaines. Ce droit présuppose un lien suffisant avec la Suisse. La mère doit être domiciliée en Suisse ou du moins y résider habituellement. Partant, à l'article 18 LAFC actuel, la durée de six mois doit être remplacée par celle de vingt-trois semaines stipulée par le droit fédéral. L'exigence imposée par le droit fédéral étant moins restrictive, la présente réforme élargit le champ d'application des allocations de naissance.

L'adoption de l'enfant du conjoint ne donne pas droit à l'allocation.

Les conditions de versement de l'allocation de naissance et d'accueil étant régies par le droit fédéral, il sied de substituer à l'article 18 al. 2 LAFC un renvoi à la législation fédérale. En l'espèce, ce renvoi se réfère aux articles 2 al. 3 et 3 al. 3 OAFam.

Art. 20 LAFC

Suppression du fractionnement

Aux termes de l'article 20 LAFC en vigueur, l'allocation pour enfant et l'allocation de formation professionnelle aux personnes salariées sont versées sous la forme d'allocations complètes ou partielles tenant compte du taux d'activité de l'ayant droit. Selon ce système, la durée de travail est considérée comme étant complète lorsqu'elle atteint vingt jours effectifs ou 160 heures par mois. L'allocation complète, quant à elle, est versée lorsque la durée de travail de la personne salariée atteint quinze jours effectifs ou 120 heures par mois. Les durées de travail inférieures à cette limite donnent droit à une allocation partielle.

Avec le nouveau régime instauré par l'article 13 al. 3 LAFam, le système de fractionnement est supprimé, et les ayants droit touchent des allocations familiales complètes si leur salaire est au moins égal à la moitié du montant de la rente de vieillesse complète minimale de l'AVS (552 fr. 50 en 2008). Il y a lieu d'additionner les salaires perçus pour déterminer si une personne travaillant chez plusieurs employeurs atteint le revenu minimal.

Cette modification implique que les personnes travaillant à temps partiel peuvent également percevoir des allocations complètes. Cela entraîne la suppression du système de fractionnement des allocations.

Art. 21 al. 3 LAFC

Droit aux allocations après expiration du droit au salaire

La durée du droit aux allocations après l'expiration du droit au salaire est désormais réglée par l'article 13 LAFam et l'article 10 OAFam. Partant, il se justifie de remplacer la réglementation cantonale actuelle par un renvoi au droit fédéral.

Art. 22 LAFC

Personnes sans activité lucrative

A l'article 22 LAFC, le Conseil d'Etat propose de préciser la définition de droit cantonal de la personne sans activité lucrative de «condition modeste» par un renvoi à la nouvelle définition fédérale, qui ne prévoit de droit aux allocations familiales en faveur de personnes sans activité lucrative que si le revenu imposable est égal ou inférieur à une fois et demie le montant d'une rente de vieillesse complète maximale de l'AVS et qu'aucune prestation complémentaire AVS/AI n'est perçue (art. 19 al. 2 LAFam).

Actuellement, la limite de revenu pour déterminer les personnes de condition modeste est fixée à 30 000 francs plus 5000 francs par enfant. Avec la nouvelle formule, la limite se monte à 39 780 francs (une fois et demie la rente de vieillesse complète maximale de l'AVS en 2008). Cette modification de la limite entraînera, selon les estimations de la Caisse cantonale de compensation, une augmentation des dépenses annuelles jusqu'à 50 000 francs. Toutefois, le nombre d'ayants droit peut varier sensiblement au cours d'une année, et des estimations sont donc difficiles à faire.

En 2007, 291 personnes sans activité lucrative ont bénéficié d'allocations pour un total de 559 enfants. Actuellement, les bénéficiaires sans activité lucrative avec un enfant donnant droit aux prestations sont au nombre de 136 (47%), avec deux enfants 89 (31%), avec trois enfants 40 (14%), avec 4 enfants 13 (4%), avec 5 enfants et plus 13 bénéficiaires (4%).

La législation fédérale confère aux cantons la compétence de régler l'octroi, l'organisation et le financement des allocations destinées aux personnes sans activité lucrative (art. 21 LAFam). Il appartient donc aux cantons de déterminer le financement de ces prestations. Dans le choix du modèle, le droit fédéral impose comme seule contrainte l'interdiction de financer ce régime par les cotisations des employeurs. L'article 24 LAFC, qui demeure inchangé, prévoit un financement des allocations familiales en faveur des personnes sans activité lucrative de condition modeste à raison de 50% par l'Etat et de 50% par les communes.

Conformément à l'article 49 LAFC, le Conseil d'Etat édictera les dispositions d'application dans le règlement d'exécution.

Le règlement d'exécution précisera également que les personnes qui exercent une activité lucrative, mais réalisent un salaire inférieur à la moitié du montant de la rente vieillesse complète minimale de l'AVS (552 fr. 50 par mois en 2008), seront considérées sur le plan des allocations familiales comme étant «sans activité lucrative». Selon la législation sur l'AVS, ne sont pas considérées comme personnes sans activité lucrative celles qui ont un salaire supérieur à 367 francs par mois, alors que la LAFam fixe le seuil pour recevoir une allocation familiale à 552 fr. 50 par mois (cf. ci-devant art. 20 LAFC: suppression du fractionnement). Le Conseil d'Etat part de l'idée que la Confédération supprimera cette lacune. Dans l'intervalle, le règlement d'exécution veillera à ce que les personnes ayant un salaire entre 367 francs et 552 fr. 50 par mois touchent également des allocations familiales comme personnes sans activité lucrative.

Art. 26, art. 28, art. 32 et art. 34 al. 1 let. c L AFC
Définition des caisses de compensation

La définition des caisses de compensation actives dans le domaine des allocations pour enfants est de nature fédérale et prime le droit cantonal. Partant, le Conseil d'Etat propose de remplacer la définition de droit cantonal à l'article 26 L AFC par un renvoi à l'article 14 L AFam qui détermine les organes d'exécution de la législation sur les allocations familiales.

En principe, sur la base des articles 11 à 17 L AFam, les cantons gardent la main en matière de financement et d'organisation. Cependant, le législateur a prévu une dérogation notable permettant aux caisses de compensation AVS professionnelles qui gèrent aussi une caisse pour allocations familiales d'opérer dans tous les cantons où elles le souhaitent. Ainsi, sans être soumises aux exigences d'un nombre minimal d'assurés, les caisses de compensation AVS peuvent exercer leur activité dans le canton de Fribourg, moyennant une déclaration à l'autorité cantonale.

L'article 28 L AFC relatif à la surcompensation s'applique non seulement aux caisses de compensation reconnues mais aussi aux caisses annoncées. Il en va de même pour l'article 32 L AFC relatif au contrôle et à la révision.

Art. 42 L AFC
Dispositions pénales

Les dispositions pénales de la loi fédérale sur l'assurance-veilles et survivants (art. 87 à 91 LAVS) s'appliquent aux infractions contre les dispositions de la législation fédérale sur les allocations familiales. Partant, le champ d'application des contraventions prévues dans la L AFC est restreint aux seules infractions de droit cantonal.

Art. 44 al. 1 L AFC
Droit supplétif

Ce renvoi est adapté aux nouvelles dispositions fédérales en vigueur. Le renvoi par analogie à la LAVS est remplacé par un renvoi à la législation sur les allocations familiales. La L AFam, en tant que droit fédéral, prime le droit cantonal, dans la mesure où il est directement applicable.

Art. 47 al. 2 L AFC
Dispositions transitoires

Le Conseil d'Etat propose d'introduire une disposition transitoire préservant les droits acquis sous le régime de la L AFC actuellement en vigueur à une allocation de formation pour les enfants de 15 ans. Concrètement, cela veut dire que les enfants qui atteignent l'âge de 15 ans jusqu'au 30 novembre 2008 bénéficieraient encore des allocations de formation de l'ancien droit. Le 30 novembre 2009, l'ensemble des enfants concernés par cette disposition auront atteint l'âge de 16 ans donnant droit aux allocations de formation.

3. INCIDENCES FINANCIÈRES

Les allocations familiales ainsi que les prestations supplémentaires en faveur des salariés dont l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations sont financées par les employeurs et par les salariés dont l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations. Le projet de loi n'aura

pas d'incidence financière particulière pour l'Etat-employeur.

La modification de l'article 22 L AFC entraînera une augmentation des dépenses annuelles jusqu'à 50 000 francs pris en charge à raison de 50% par l'Etat et de 50% par les communes.

4. CONCLUSION

Le Conseil d'Etat vous invite à approuver le présent projet de modification de la L AFC.

19. August 2008

BOTSCHAFT Nr. 87
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Gesetzesentwurf zur Änderung
des Gesetzes über die Familienzulagen

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Familienzulagen. Es handelt sich um eine Teilrevision des kantonalen Rechts.

Die Botschaft gliedert sich wie folgt:

1. Einführung
2. Erläuterungen nach Artikeln
3. Finanzielle Auswirkungen
4. Antrag

1. EINFÜHRUNG

Vor dem Inkrafttreten der Bundesregelung am 1. Januar 2009 sind die Kantone für die Familienzulagen zuständig, ausgenommen die Familienzulagen in der Landwirtschaft und für das Bundespersonal. Aufgrund dieser Zuständigkeit führten die Kantone Familienzulagenordnungen ein, in denen sich die Höhe der Zulagen, der Bezügerkreis und die Organisation von einem Kanton zum anderen unterscheiden.

Am 26. September 1990 erliess der Grosse Rat des Kantons Freiburg das Gesetz über die Familienzulagen (FZG); dieses regelt die Leistungerteilung in Form von Familienzulagen an Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer sowie an nicht erwerbstätige Personen in bescheidenen Verhältnissen. Diese sozialen Geldleistungen sind dazu bestimmt, die finanzielle Belastung durch ein oder mehrere Kinder teilweise auszugleichen. Periodisch ausgerichtet werden die Kinder- und Ausbildungszulagen, einmalig die Geburts- und Aufnahmezulagen.

Gestützt auf den Artikel 116 Abs. 2 der Bundesverfassung, wonach der Bund auf dem Gebiet der Familienzulagen Vorschriften erlassen kann, reichte Nationalrätin Angeline Fankhauser am 13. März 1991 eine parlamentarische Initiative ein, wonach jedes Kind Anspruch auf eine Zulage von mindestens 200 Franken haben solle und die bestehenden Ausgleichskassen mit der Umsetzung zu betrauen seien (BB1 1999 2942ff.). Der Nationalrat leistete dieser parlamentarischen Initiative am 2. März 1992 Folge.

Im Ausgang umfangreicher Arbeiten wurde am 24. März 2006 das Gesetz über die Familienzulagen (FamZG) von den Bundeskammern verabschiedet und bei der Volks-

abstimmung vom 26. November 2006 von einer grossen Mehrheit angenommen. Es wird am 1. Januar 2009 in Kraft treten.

Mit der neuen Gesetzgebung hängt die Höhe der Zulage nicht mehr vom Beschäftigungsgrad ab und wird die Höhe der Kinderzulagen auf mindestens 200 Franken, diejenige der Ausbildungszulagen auf mindestens 250 Franken festgesetzt. Das Postulat hingegen «ein Kind – eine Zulage», dem die Reformarbeiten ursprünglich galten, ist vom eidgenössischen Gesetzgeber nicht umgesetzt worden.

Für den Kanton Freiburg ist festzustellen, dass sowohl die Kinder- als auch die Ausbildungszulagen schon heute über den Mindestbeträgen nach der Bundesgesetzgebung liegen. Aufgrund von Artikel 3 Abs. 2 FamZG kann der Kanton Freiburg weiterhin Beträge ausrichten, die grösszügiger als die Mindestbeträge nach FamZG sind. Hingegen – und dies ist der Grund für diese Revision – muss er bis spätestens 1. Januar 2009 eine Reihe Anpassungen vor allem technischer Art vornehmen. Um die kantonale Gesetzgebung auf das FamZG abzustimmen und gleichzeitig die Texte leichter lesbar zu machen, schlägt der Staatsrat namentlich vor, Verweisbestimmungen auf das Bundesrecht einzuführen, wo dies erforderlich ist.

Im Übrigen hat auch diese erste Reform nicht den Ehrgeiz, den in Artikel 60 Abs. 1 der Kantonsverfassung verankerten Grundsatz «ein Kind – eine Zulage» zu verwirklichen. Da die Anpassungen an das FamZG zwingend vor dem 1. Januar 2009 erfolgen müssen, schlägt der Staatsrat vor, die Reformarbeiten in zwei Schritte zu unterteilen, von denen der erste die Anpassung an das FamZG, der zweite die Umsetzung der Kantonsverfassung betrifft. Dieser Entwurf stellt somit nur den ersten Teil der notwendigen Änderungen dar. Die von der neuen Kantonsverfassung verlangten Änderungen erfolgen später. Das Projekt für die Umsetzung von Artikel 60 Abs. 1 der Kantonsverfassung startet anfangs 2009. Ein Projektleiter ist schon bezeichnet worden.

Eine Vorstufe dieses Gesetzesentwurfs wurde am 5. Juni 2008 vom Vorstand des Verbandes der Freiburger Ausgleichskassen für Familienzulagen geprüft. Mit den grossen Linien des Entwurfs war der Verband zufrieden; er schlug lediglich einige Änderungen technischer Art vor, die vollumfänglich aufgenommen wurden.

2. ERLÄUTERUNGEN NACH ARTIKELN

Bezugnahme auf das FamZG und das ATSG

Die neue Bezugnahme auf das FamZG und das Bundesgesetz über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG) ist eine Anpassung an die einschlägigen neuen Bundesbestimmungen.

Art. 2, Art. 6, Art. 21 Abs. 1 und Art. 23 FZG *Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, deren Arbeitgeber nicht beitragspflichtig ist*

Mit der neuen durch das FamZG eingeführten Zulagenordnung hat sich der Kreis der unterstellten Personen erweitert. Nach dem FamZG sind – anders als im heutigen System des Kantons Freiburg – Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, deren (im Ausland wohnender) Arbeitgeber nicht beitragspflichtig nach Artikel 6 AHVG ist, dem Gesetz ebenfalls unterstellt. Demzufolge musste der

Unterstellungsgrundsatz nach Artikel 2 Abs. 2 FZG dem höheren Recht angepasst werden.

Die in Artikel 6 Bst. a FZG und Artikel 21 Abs. 1 FZG vorgeschlagenen Änderungen geben diesen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern, deren Arbeitgeber nicht beitragspflichtig ist, Anspruch auf Familienzulagen.

Die in Artikel 23 FZG vom Staatsrat vorgesehene Finanzierung der Leistungen für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, deren Arbeitgeber nicht beitragspflichtig ist, sieht wie folgt aus: Es werden Beiträge bei diesen Versicherten erhoben. Deren Höhe entspricht einem vom Staatsrat festgesetzten Prozentsatz der AHV-pflichtigen Löhne.

Art. 5 Bst. c, Art. 18 Abs. 1 in initio und Art. 19 Abs. 3 FZG

Arten von Familienzulagen

Diese Änderung ist rein redaktioneller Art. Sie präzisiert, dass mit dem Begriff Aufnahme die Aufnahme «zur Adoption» gemeint ist.

Art. 7 Abs. 1 FZG

Bezugsberechtigte Kinder

Der Artikel 4 FamZG bestimmt die Kinder, die zum Anspruch auf Familienzulagen berechtigen. Nach dessen Absatz 1 Bst. d besteht ein Anspruch für die Enkelkinder einer bezugsberechtigten Person, wenn diese für deren Unterhalt in überwiegendem Mass aufkommt. Diese Zulage ist derzeit im FZG nicht vorgesehen. Da das Bundesgesetz gegenüber der geltenden kantonalen Ordnung Vorrang hat, muss das kantonale Gesetz angepasst werden.

Nach der FamZV werden die Familienzulagen in den Fällen geschuldet, wo der von dritter Seite geleistete Betrag zum Unterhalt des Kindes die maximale Waisenrente der AHV nicht übersteigt (monatlich 884 Franken im Jahr 2008). Nach Schätzungen des BSV dürften nur sehr seltene Fälle auftreten.

Art. 7 Abs. 2 und Art. 19 Abs. 2^{bis} FZG

Leistungsexport

Das FamZG bestimmt die Fälle für den Anspruch auf Familienzulagen. Es regelt auch die Modalitäten für Kinder, die im Ausland leben. Die FamZV regelt in Artikel 7 die Ausfuhr von Leistungen für im Ausland wohnhafte Kinder. Der Artikel 7 Abs. 2 FZG verweist darauf.

- Was die Mitgliedstaaten der Europäischen Union (EU) und der Europäischen Freihandelsassoziation (EFTA) angeht, ausgenommen Rumänien und Bulgarien, so müssen die Leistungen, die erwerbstätigen Personen nach dem FamZG ausgerichtet werden, uneingeschränkt ausgeführt werden.
- In den übrigen Fällen setzt die Ausfuhr von Familienzulagen eine zwischenstaatliche Vereinbarung voraus, die den Zulagenanspruch begründet. Die Leistungen werden nur dann ausgeführt, wenn die Schweiz durch zwischenstaatliche Vereinbarungen dazu verpflichtet ist.

Anspruch auf Familienzulagen geben nur Kinder, zu denen ein Kindesverhältnis im Sinne des Zivilgesetzbuches besteht (Art. 4 Abs. 1 Bst. a FamZG). Familienzulagen für Kinder des Ehegatten der anspruchsberechtigten Person, für Pflegekinder, Geschwister oder Enkelkinder der anspruchsberechtigten Person dürfen nicht ausgeführt werden. Zudem sei daran erinnert, dass der Anspruch auf

die Schweizer Familienzulagen nur subsidiär gilt. Er fällt weg, wenn die in der Schweiz arbeitende Person oder eine andere Person Familienzulagen im Ausland beziehen kann. Nur Familienzulagen aufgrund der Ausübung einer Erwerbstätigkeit können ausgeführt werden. Nicht erwerbstätige Personen können keine Zulagen für im Ausland lebende Kinder beziehen.

Nur Kinder unter 16 Jahren geben Anspruch auf Familienzulagen. Aufgrund dieser Altersgrenze werden die Ausbildungszulage und die Kinderzulage für erwerbsunfähige Kinder im Alter von über 16 Jahren nicht ausgeführt.

Die einschränkenden Bestimmungen über die Ausfuhr von Familienzulagen gelten unabhängig von der Staatsangehörigkeit der Anspruchsberechtigten und der Kinder. Sie betreffen nur Kinder, die im Ausland wohnen. Die Einschränkungen betreffen nicht nur die Mindestbeträge nach Bundesrecht, sondern auch die höheren Beträge, die vom Kanton Freiburg vorgesehen sind.

Nach der Bundesgesetzgebung richtet sich die Höhe der Zulagen nach der Kaufkraft im Wohnstaat der Kinder. Diese Anpassung an die Kaufkraft im Heimatland erfolgte im Rahmen der vorliegenden kantonalen Geetzgebungsarbeiten in einem neuen Artikel 19 Abs. 2^{bis} FZG.

Art. 8 FZG

Anspruchskonkurrenz

Ein Kind kann nicht Anspruch auf mehr als eine gleichartige Zulage geben. Um zu vermeiden, dass die Leistung für ein und dasselbe Kind doppelt bezogen wird, wurde die Anspruchskonkurrenz auf kantonsrechtlicher Ebene bisher in Artikel 8 Abs. 2 FZG geregelt. Mit dem Erlass von Artikel 7 FamZG hat der eidgenössische Gesetzgeber eine Ordnung von Bundeskompetenzen eingeführt, die einer Bestimmung wie dem Artikel 8 Abs. 2 FZG keinen Raum mehr lässt. Demzufolge muss dieser Artikel aufgehoben beziehungsweise durch einen Verweis auf Artikel 7 FamZG ersetzt werden. Letzterer lautet wie folgt:

¹ Haben mehrere Personen für das gleiche Kind Anspruch auf Familienzulagen nach eidgenössischem oder kantonalem Recht, so steht der Anspruch in nachstehender Reihenfolge zu:

- a. der erwerbstätigen Person;
- b. der Person, welche die elterliche Sorge hat oder bis zur Mündigkeit des Kindes hatte;
- c. der Person, bei der das Kind überwiegend lebt oder bis zu seiner Mündigkeit lebte;
- d. der Person, auf welche die Familienzulagenordnung im Wohnsitzkanton des Kindes anwendbar ist;
- e. der Person mit dem höheren AHV-pflichtigen Einkommen.

² Richten sich die Familienzulagenansprüche der erst- und der zweitanspruchsberechtigten Person nach den Familienzulagenordnungen von zwei verschiedenen Kantonen, so hat die zweitanspruchsberechtigte Person Anspruch auf den Betrag, um den der gesetzliche Mindestansatz in ihrem Kanton höher ist als im anderen.

Als Beispiel kann man den Fall nennen, wo die Eltern geschieden sind und gemeinsam die elterliche Sorge für ihr Kind ausüben. Jeder der beiden Elternteile ist wieder- verheiratet. Das Kind lebt bei seiner Mutter und deren neuem Ehegatten. Beide Elternteile und ihre jeweiligen Ehegatten sind Arbeitnehmende. Nach Artikel 7 FamZG ist die Reihenfolge für den Bezug der Familienzulagen

die folgende: zuerst die Mutter, dann der Vater und zuletzt der Ehegatte der Mutter. Die neue Frau des Vaters hingegen kann keinen Anspruch auf die Zulage geltend machen.

Art. 16, Art. 17 und Art. 18 FZG

Anpassungen an die Definitionen des Bundesrechts

Das FamZG definiert die Zulagenarten auf Bundesebene. Es bestimmt namentlich in Artikel 3 Abs. 1 FamZG, dass die Kinderzulage grundsätzlich ab dem Geburtsmonat des Kindes bis zum Ende des Monats ausgerichtet wird, in dem das Kind das 16. Altersjahr vollendet. Erst jenseits dieser Altersgrenze können die Kantone Ausbildungszulagen vorsehen. Die vorliegende Reform schlägt daher eine Anpassung der Artikel 16 und 17 FZG an die neue Bundesregelung vor.

Nach Artikel 1 Abs. 2 FamZV wird die Ausbildungszulage nicht ausgerichtet, wenn das Kind, für welches die Zulage beantragt wird, selber ein Einkommen erzielt, das für seinen Unterhalt genügt. Diese Grenze ist auf einen Betrag festgesetzt, der einer maximalen AHV-Altersrente entspricht (derzeit 2210 Franken).

Auch die Geburtszulagen sind auf Bundesebene bestimmt worden. Nach Artikel 3 Abs. 3 FamZG wird die Geburtszulage für jedes Kind ausgerichtet, das lebend oder nach mindestens 23 Wochen Schwangerschaft geboren wurde. Dieser Anspruch setzt eine ausreichende Bindung an die Schweiz voraus. Die Mutter muss in der Schweiz wohnhaft sein oder sich zumindest gewöhnlich dort aufhalten. Demzufolge muss die Dauer von sechs Monaten nach Artikel 18 FZG durch die vom Bundesrecht verlangte Dauer von 23 Wochen ersetzt werden. Da die bundesrechtliche Anforderung weniger restriktiv ist, erweitert die vorliegende Reform den Anwendungsbereich für die Geburtszulagen.

Keinen Anspruch gibt die Adoption des Kindes der Ehefrau oder des Ehemannes.

Nachdem die Voraussetzungen für die Ausrichtung der Geburts- und Adoptionszulagen bundesrechtlich geregelt sind, ist der Artikel 18 Abs. 2 FZG durch einen Verweis auf die Bundesgesetzgebung zu ersetzen. Hier bezieht sich dieser Verweis auf Artikel 2 Abs. 3 und Artikel 3 Abs. 3 FamZV.

Art. 20 FZG

Abschaffung der Teilzulagen

Nach Artikel 20 des geltenden FZG werden die Kinder- und Ausbildungszulagen für die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer voll oder teilweise ausgerichtet, unter Berücksichtigung des Beschäftigungsgrads der Anspruchsberechtigten. Nach diesem System gelten 20 effektive Arbeitstage oder 160 Arbeitsstunden im Monat als volle Beschäftigung. Die volle Zulage wird ausgerichtet, wenn die Arbeitnehmerin oder der Arbeitnehmer mindestens 15 effektive Tage oder 120 Stunden im Monat arbeitet. Unter dieser Grenze liegende Beschäftigungsgrade geben Anspruch auf eine Teilzulage.

Mit der neuen Regelung nach Artikel 13 Abs. 3 FamZG wird das System der Teilzulagen abgeschafft und die Anspruchsberechtigten beziehen die vollen Familienzulagen, wenn ihr Erwerbseinkommen mindestens dem halben Betrag der minimalen vollen Altersrente der AHV entspricht (552.50 Franken im Jahr 2008). Um zu bestimmen, ob eine Person mit mehreren Arbeitgebern das

Mindesteinkommen erreicht, sind die bezogenen Löhne zusammenzuzählen.

Diese Änderung bedeutet, dass teilzeitlich arbeitende Personen ebenfalls volle Zulagen beziehen können. Demzufolge muss das System der Teilzulagen abgeschafft werden.

Art. 21 Abs. 3 FZG

Zulagenanspruch nach Erlöschen des Lohnanspruchs

Die Dauer des Zulagenanspruchs nach Erlöschen des Lohnanspruchs bestimmt sich künftig nach Artikel 13 FamZG und Artikel 10 FamZV. Daher rechtfertigt es sich, die heutige kantonale Regelung durch einen Verweis auf das Bundesrecht zu ersetzen.

Art. 22 FZG

Nicht erwerbstätige Personen

Für den Artikel 22 FZG schlägt der Staatsrat vor, die kantonsrechtliche Definition der nicht erwerbstätigen Person «in bescheidenen Verhältnissen» durch einen Verweis auf die neue bundesrechtliche Definition zu präzisieren. Diese sieht einen Familienzulagenanspruch für nicht erwerbstätige Personen nur dort vor, wo das steuerbare Einkommen den anderthalbfachen Betrag einer maximalen vollen Altersrente der AHV nicht übersteigt und keine Ergänzungsleistungen zur AHV/IV bezogen werden (Art. 19 Abs. 2 FamZG).

Derzeit beträgt die für Personen in bescheidenen Verhältnissen geltende Einkommensgrenze 30 000 Franken plus 5000 Franken je Kind. Nach der neuen Formel erhöht sich die Grenze auf 39 780 Franken (1½ Mal die volle maximale AHV-Rente im Jahr 2008). Diese Änderung der Grenze bewirkt nach den Schätzungen der kantonalen Ausgleichskasse einen Anstieg des jährlichen Aufwands um bis zu 50 000 Franken. Die Zahl Anspruchsberechtigter kann aber im Lauf eines Jahres beträchtlich variieren, so dass Veranschlagungen schwierig sind.

Im Jahr 2007 bezogen 291 nicht erwerbstätige Personen Zulagen für insgesamt 559 Kinder. Derzeit beläuft sich die Zahl nicht erwerbstätiger Bezügerinnen und Bezüger mit einem leistungsberechtigten Kind auf 136 (47%), wohingegen diejenigen mit zwei Kindern 89 Fälle ausmachen (31%), diejenigen mit drei Kindern 40 (14%), diejenigen mit vier Kindern 13 (4%) und diejenigen mit fünf und mehr Kindern 13 (4%).

Nach der Bundesgesetzgebung sind die Kantone zuständig, die Erteilung, die Organisation und die Finanzierung der Zulagen für nicht erwerbstätige Personen zu regeln (Art. 21 FamZG). Es ist also Sache der Kantone, die Finanzierung dieser Leistungen festzulegen. In der Wahl des Modells besteht die einzige bundesrechtliche Auflage im Verbot, diese Ordnung durch Arbeitgeberbeiträge zu finanzieren. Der unverändert bleibende Artikel 24 FZG sieht vor, dass die Familienzulagen für nicht erwerbstätige Personen in bescheidenen Verhältnissen je zur Hälfte vom Staat und den Gemeinden finanziert werden.

Nach Artikel 49 FZG wird der Staatsrat die Ausführungsbestimmungen im Ausführungsreglement erlassen.

Das Ausführungsreglement wird auch präzisieren, dass erwerbstätige Personen, deren Einkommen aber unter dem halben Betrag der vollen minimalen AHV-Altersrente liegt (monatlich 552.50 Franken im Jahr 2008), in Bezug auf die Familienzulagen als «nicht erwerbstätig» gelten. Nach der AHV-Gesetzgebung gelten Personen

mit einem Erwerbseinkommen von monatlich mehr als 367 Franken nicht als Personen ohne Erwerbstätigkeit, wohingegen das FamZG die Schwelle für den Bezug einer Familienzulage auf monatlich 552.50 Franken festsetzt (s. ad Art. 20 FZG: Abschaffung der Teilzulagen). Der Staatsrat geht davon aus, dass der Bund diese Diskrepanz beheben wird. Zwischenzeitlich garantiert das Ausführungsreglement, dass Personen mit einem Erwerbseinkommen zwischen monatlich 367 Franken und 552.50 Franken ebenfalls Familienzulagen erhalten werden, wie die nicht Erwerbstätigen.

Art. 26, Art. 28, Art. 32 und Art. 34 Abs. 1 Bst. c FZG

Bestimmung der Ausgleichskassen

Die Bestimmung der im Bereich der Familienzulagen tätigen Ausgleichskassen fällt unter das Bundesrecht; dieses hat Vorrang gegenüber dem kantonalen Recht. Demzufolge schlägt der Staatsrat vor, die kantonsrechtliche Definition in Artikel 26 FZG durch einen Verweis auf Artikel 14 FamZG zu ersetzen, der die Organe für die Durchführung der Gesetzgebung über die Familienzulagen bestimmt.

Aufgrund der Artikel 11–17 FamZG bleiben die Finanzierung und die Organisation grundsätzlich in der Hand der Kantone. Jedoch hat der Gesetzgeber eine nennenswerte Abweichung vorgesehen, wonach die beruflichen AHV-Ausgleichskassen, die auch eine Kasse für Familienzulagen führen, in allen Kantonen, wo sie es wünschen, tätig sein können. Ohne der Anforderung einer Mindestanzahl Versicherter unterstellt zu sein, können somit die AHV-Ausgleichskassen ihre Tätigkeit im Kanton Freiburg ausüben, sofern sie bei der Kantonsbehörde angemeldet sind.

Der Artikel 28 FZG über den Ausgleich gilt nicht nur für die anerkannten Ausgleichskassen, sondern auch für die angemeldeten. Das Gleiche gilt für den Artikel 32 FZG über die Kontrolle und Revision.

Art. 42 FZG

Strafbestimmungen

Die Strafbestimmungen des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (Art. 87–91 AHVG) gelten für die Verstösse gegen die Bestimmungen der Bundesgesetzgebung über die Familienzulagen. Demzufolge beschränkt sich der Anwendungsbereich der im FZG vorgesehenen Strafen auf die Verstösse gegen das kantonale Recht.

Art. 44 Abs. 1 FZG

Suppletives Recht

Dieser Verweis wird den neuen geltenden Bundesbestimmungen angepasst. Die analoge Anwendung des AHVG wird durch einen Verweis auf die Gesetzgebung über die Familienzulagen ersetzt. Das bundesrechtliche FamZG hat Vorrang gegenüber dem Kantonsrecht, soweit es direkt anwendbar ist.

Art. 47 Abs. 2 FZG

Übergangsbestimmungen

Der Staatsrat schlägt eine Übergangsbestimmung vor, wonach die unter dem heute geltenden FZG erworbenen Rechte auf eine Ausbildungszulage für 15-jährige Kinder gewahrt bleiben. Dies bedeutet konkret, dass Kinder, die bis zum 30. November 2008 das 15. Lebensjahr vollenden, noch die Ausbildungszulagen nach dem alten Recht

erhalten. Am 30. November 2009 werden sämtliche von dieser Bestimmung betroffenen Kinder 16 Jahre alt sein, im Alter also, das neu zum Bezug der Ausbildungszulagen berechtigt.

3. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

Die Familienzulagen sowie die zusätzlichen Leistungen für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, deren Arbeitgeber nicht beitragspflichtig ist, werden durch die Arbeitgeber und durch die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer der nicht beitragspflichtigen Arbeitgeber finanziert.

Der Gesetzesentwurf wird keine besondere finanzielle Auswirkung für den Staat als Arbeitgeber haben.

Die Änderung von Artikel 22 FZG bewirkt einen Anstieg des jährlichen Aufwands um bis zu 50 000 Franken zu Lasten des Kantons (50%) und der Gemeinden (50%).

4. ANTRAG

Der Staatsrat ersucht Sie, diesen Entwurf für die Änderung des FZG gutzuheissen.

Loi

du

modifiant la loi sur les allocations familiales

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 24 mars 2006 sur les allocations familiales (LAFam);
Vu la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA);
Vu le message du Conseil d'Etat du 19 août 2008;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 26 septembre 1990 sur les allocations familiales (RSF 836.1) est modifiée comme il suit:

Préambule

Insérer, au début du préambule, les deux références suivantes:

Vu la loi fédérale du 24 mars 2006 sur les allocations familiales (LAFam);
Vu la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA);

Art. 2 2. Assujettissement
 a) Principe

¹ Sont soumises à la présente loi les personnes physiques ou morales qui ont un domicile ou un siège, une succursale ou un établissement dans le canton.

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über die Familienzulagen

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 24. März 2006 über die Familienzulagen (FamZG);
gestützt auf das Bundesgesetz vom 6. Oktober 2000 über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG);
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 19. August 2008;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 26. September 1990 über die Familienzulagen (SGF 836.1) wird wie folgt geändert:

Ingress

Am Anfang des Ingresses die beiden folgenden Hinweise einfügen:

gestützt auf das Bundesgesetz vom 24. März 2006 über die Familienzulagen (FamZG);
gestützt auf das Bundesgesetz vom 6. Oktober 2000 über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG);

Art. 2 2. Unterstellung
 a) Grundsatz

¹ Diesem Gesetz unterstellt sind natürliche oder juristische Personen, die im Kanton einen Wohnsitz, einen Sitz, eine Zweigstelle oder eine Niederlassung haben.

² En règle générale, la qualité d'employeur, de personne salariée ou de personne sans activité lucrative est celle qui est définie par la législation fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) et sur les allocations familiales (LAFam).

Art. 5 let. c

[Les allocations familiales comprennent:]

- c) l'allocation de naissance ou d'accueil en vue d'adoption.

Art. 6 let. a

[Ont droit aux allocations familiales:]

- a) les personnes salariées;

Art. 7 al. 1 let. e et al. 2 (nouveau)

[¹ Sont considérés comme enfants donnant droit aux allocations familiales:]

- e) les frères, sœurs et petits-enfants de l'ayant droit, s'il en assume l'entretien d'une façon prépondérante et durable.

² Pour les enfants résidant à l'étranger, les dispositions fédérales sont applicables.

Art. 8 titre médian et al. 2

- e) Cumul et concours de droit

² Le concours de droit est réglé par les dispositions de la LAFam et son ordonnance.

Art. 16 2. Les allocations
a) L'allocation pour enfant

¹ L'allocation pour enfant est une allocation mensuelle, octroyée dès et y compris le mois de la naissance de celui-ci jusqu'à la fin du mois au cours duquel il a atteint l'âge de 16 ans révolus.

² Si l'enfant est incapable d'exercer une activité lucrative (art. 7 LPGA), l'allocation est versée jusqu'à la fin du mois au cours duquel il a atteint l'âge de 20 ans révolus.

² Als Arbeitgeber, entlohnte Person oder nichterwerbstätige Person gilt in der Regel, wer nach den Bundesvorschriften über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHV) und über die Familienzulagen (FamZG) als solche betrachtet wird.

Art. 5 Bst. c

[Die Familienzulagen umfassen:]

- c) die Geburtszulage oder die Zulage bei der Aufnahme eines Kindes zur Adoption.

Art. 6 Bst. a

[Der Anspruch auf Familienzulagen besteht für:]

- a) entlohnte Personen;

Art. 7 Abs. 1 Bst. e und Abs. 2 (neu)

[¹ Der Anspruch auf Familienzulagen besteht für:]

- e) Geschwister und Enkelkinder des Anspruchsberechtigten, sofern er für deren Unterhalt dauernd und in überwiegenderem Mass aufkommt.

² Für im Ausland wohnende Kinder gelten die Bundesbestimmungen.

Art. 8 Artikelüberschrift und Abs. 2

- e) Kumulative Anspruchsmöglichkeit und Anspruchskonkurrenz

² Die Anspruchskonkurrenz wird durch die Bestimmungen des FamZG und der dazugehörigen Verordnung geregelt.

Art. 16 2. Die Zulagen
a) Die Kinderzulage

¹ Die Kinderzulage wird monatlich und vom Beginn des Geburtsmonats eines Kindes an bis zum Ablauf des Monats gewährt, in dem es das 16. Altersjahr zurückgelegt hat.

² Ist das Kind erwerbsunfähig (Art. 7 ATSG), so wird die Zulage bis zum Ablauf des Monats gewährt, in dem es das 20. Altersjahr vollendet.

Art. 17 b) L'allocation de formation professionnelle

L'allocation de formation professionnelle est une allocation mensuelle, octroyée à partir du mois qui suit celui au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 16 ans jusqu'à la fin de sa formation, mais au plus tard jusqu'à la fin du mois au cours duquel il a atteint l'âge de 25 ans révolus.

Art. 18 c) L'allocation de naissance ou d'accueil en vue d'adoption

¹ L'allocation de naissance ou d'accueil en vue d'adoption est une prestation unique versée, dans le premier cas, pour tout enfant né au minimum après vingt-trois semaines de grossesse, dans le second, pour tout enfant mineur placé en vue d'adoption au sens du code civil suisse (CCS). L'adoption de l'enfant du conjoint ne donne pas droit à l'allocation.

² Les conditions de versement sont réglées par la LAFam et son ordonnance.

Art. 19 al. 2^{bis} (nouveau) et al. 3

^{2bis} Pour les enfants résidant à l'étranger, l'allocation pour enfant et l'allocation de formation professionnelle sont réduites selon le pouvoir d'achat dans le pays de résidence.

³ L'allocation de naissance ou d'accueil en vue d'adoption s'élève au montant minimal de 1500 francs.

Art. 20

Abrogé

Art. 21 al. 1 et 3

¹ A droit aux allocations familiales toute personne salariée.

³ La durée du droit aux allocations après expiration du droit au salaire est réglée par la LAFam et son ordonnance.

Art. 22 al. 1

¹ A droit aux allocations familiales toute personne n'exerçant pas d'activité lucrative et ayant son domicile dans le canton, à la condition que son revenu n'atteigne pas les limites selon l'article 19 al. 2 LAFam.

Art. 17 b) Die Ausbildungszulage

Die Ausbildungszulage wird monatlich und vom Ende des Monats an gewährt, in dem das Kind das 16. Lebensjahr vollendet, aber nur bis zum Abschluss seiner Ausbildung und längstens bis zum Ende des Monats, in dem es das 25. Altersjahr zurückgelegt hat.

Art. 18 c) Die Geburtszulage oder die Zulage bei der Aufnahme eines Kindes zur Adoption

¹ Die Geburtszulage oder Zulage bei der Aufnahme eines Kindes zur Adoption ist eine einmalige Leistung, die im ersten Falle für jedes nach mindestens 23 Wochen Schwangerschaft geborene Kind ausgerichtet wird, im zweiten Falle für jedes minderjährige, im Hinblick auf eine Adoption im Sinne des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) aufgenommene Kind. Keinen Anspruch gibt die Adoption des Kindes der Ehefrau oder des Ehemannes.

² Die Voraussetzungen der Ausrichtung werden durch das FamZG und die dazugehörige Verordnung geregelt.

Art. 19 Abs. 2^{bis} (neu) und Abs. 3

^{2bis} Für im Ausland wohnende Kinder reduziert sich die Kinder- und Ausbildungszulage im Verhältnis zur Kaufkraft im Wohnstaat.

³ Die Geburts- und die Zulage bei der Aufnahme eines Kindes zur Adoption betragen mindestens 1500 Franken.

Art. 20

Aufgehoben

Art. 21 Abs. 1 und 3

¹ Anspruch auf Familienzulagen hat jede entlohnte Person.

³ Die Dauer des Anspruchs auf Zulagen nach dem Erlöschen des Lohnanspruchs wird durch das FamZG und die dazugehörige Verordnung geregelt.

Art. 22 Abs. 1

¹ Anspruch auf Familienzulagen haben alle nichterwerbstätigen Personen, die im Kanton wohnen und deren massgebendes Einkommen die Grenzen nach Artikel 19 Abs. 1 FamZG nicht erreicht.

Art. 23 1. Financement des allocations familiales
a) en faveur des personnes salariées

Le financement des allocations familiales en faveur des personnes salariées est assuré par les contributions en espèces des employeurs assujettis à la présente loi et par celles des salariés dont l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations selon l'article 6 de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS), fixées en pour-cent des salaires soumis à cotisations dans l'AVS.

Art. 26 1. Régime des personnes salariées
a) Organes d'application

L'application du régime des allocations familiales en faveur des personnes salariées est confiée aux caisses de compensation au sens de l'article 14 LAFam.

Art. 27 al. 1

¹ Les organes d'application ont pour tâches principales d'encaisser les contributions et de verser les allocations familiales.

Art. 28 al. 1

¹ Afin d'équilibrer les charges résultant du paiement des allocations familiales, il est institué une compensation équitable entre les caisses actives dans le canton.

Art. 32 al. 1 et 2

¹ Chaque année, les caisses fournissent à la Direction en charge de l'aide sociale (ci-après: la Direction) leur rapport de gestion, leurs comptes et le rapport des vérificateurs.

² Les caisses doivent être contrôlées chaque année par un organe de révision neutre.

Art. 34 let. c

[Sont obligatoirement affiliés à la Caisse cantonale de compensation pour allocations familiales:]

c) les employeurs qui ne sont pas affiliés à une caisse pour allocations familiales prévue à l'article 14 let. a ou c LAFam.

Art. 23 1. Finanzierung der Familienzulagen
a) Zugunsten der entlöhnten Personen

Die Finanzierung der Familienzulagen zugunsten der entlöhnten Personen wird gewährleistet durch Barbeiträge der Arbeitgeber, die diesem Gesetz unterstellt sind, und der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, deren Arbeitgeber nach Artikel 6 des Bundesgesetzes vom 20. Dezember 1946 über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG) nicht beitragspflichtig ist; die Beiträge werden in Prozenten der AHV-pflichtigen Löhne festgesetzt.

Art. 26 1. Die für die entlohnte Personen geltende Ordnung
a) Durchführungsorgane

Die Durchführung der für die entlohnte Personen geltenden Familienzulagenordnung obliegt den Ausgleichskassen nach Artikel 14 FamZG.

Art. 27 Abs. 1

¹ Die Hauptaufgabe der Durchführungsorgane besteht in der Erhebung der Beiträge und Auszahlung der Familienzulagen.

Art. 28 Abs. 1

¹ Um die Lasten, die sich aus der Ausrichtung von Familienzulagen ergeben, gleichmässig zu verteilen, wird zwischen den im Kanton tätigen Kassen ein angemessener Ausgleich geschaffen.

Art. 32 Abs. 1 und 2

¹ Die Kassen stellen der für Sozialhilfe zuständigen Direktion (die Direktion) den jährlichen Geschäftsbericht, die Jahresrechnung und den Revisorenbericht zu.

² Die Kassen müssen jedes Jahr von einem neutralen Revisionsorgan kontrolliert werden.

Art. 34 Bst. c

[Der kantonalen Ausgleichskasse für Familienzulagen werden obligatorisch angeschlossen:]

c) die Arbeitgeber, die nicht einer Kasse für Familienzulagen nach Artikel 14 Bst. a oder c FamZG angeschlossen sind.

Art. 42 titre médian et al. 2 (nouveau)

1. Contraventions et délits

² Pour les infractions de droit fédéral, l'article 23 LAFam est applicable.

Art. 44 al. 1

¹ Pour tout ce qui n'est pas expressément réglé par la présente loi, il est fait renvoi aux dispositions de la législation fédérale sur les allocations familiales.

Art. 47 al. 2 (nouveau)

² Les enfants de moins de 16 ans donnant droit aux allocations de formation professionnelle selon le droit en vigueur avant le 1^{er} janvier 2009 bénéficient d'un droit acquis.

Art. 2

¹ La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

² Elle est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 42 Artikelüberschrift und Abs. 2 (neu)

1. Übertretungen und Vergehen

² Für Verstösse gegen das Bundesrecht gilt der Artikel 23 FamZG.

Art. 44 Abs. 1

¹ Für alles, was im vorliegenden Gesetz nicht ausdrücklich geregelt ist, wird auf die Bestimmungen der Bundesgesetzgebung über die Familienzulagen verwiesen.

Art. 47 Abs. 2 (neu)

² Kinder unter 16 Jahren, die nach dem vor 1. Januar 2009 geltenden Recht Anspruch auf Ausbildungszulagen haben, bleiben im Genuss des erworbenen Rechts.

Art. 2

¹ Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2009 in Kraft.

² Es untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.